

Nous avons eu un rapport sur les anciens combattants que nous avons attendu plus de cinq ans. Le gouvernement l'avait gardé sous le coude pendant plus de un an. C'est seulement après un examen approfondi qu'il a été envoyé au comité permanent et maintenant, nous attendons un livre blanc.

Il y a un an que nous attendons un livre blanc sur le rapport de la Commission Carter. Nous attendons que des mesures soient prises à propos des pensions de vieillesse de manière à compenser les effets de la vie chère. Elle a augmenté à raison de 4 p. 100 par an, mais l'indemnité de vie chère accordée aux vieillards pensionnés n'a été fixée qu'à 2 p. 100 par an.

Des membres de notre parti ont souvent signalé au gouvernement que les agriculteurs de l'Ouest sont au bord de la faillite. Tous les jours, depuis des mois, nous incitons le gouvernement à faire quelque chose—à donner une idée de sa politique—mais en vain. Ceux qui croiraient que j'exagère, je les renvoie à l'article de Charles King paru le 25 juin dans le *Citizen d'Ottawa*, écrit dans un endroit appelé Saint-Jean (Manitoba). Le titre en était: *Peter Trudeau's the ogre in St. Gene*. King écrit ceci:

Ce sentiment étant profond et sincère, on estime d'une façon générale que Trudeau est la plus grande calamité qu'ait connue l'Ouest depuis la grande sécheresse des années trente, si ce n'est depuis la rébellion de Riel.

King poursuit:

Il est un peu tard maintenant, Pierre Trudeau, mais vous devriez venir constater la situation vous-même.

J'espère vraiment que le premier ministre le fera, mais s'il ne réagit pas mieux à ce qui l'attend dans l'Ouest qu'il ne l'a fait ces huit derniers mois, je crains que les agriculteurs n'obtiennent aucun secours. Prétendre que l'article 75c est nécessaire afin de permettre au Parlement d'intervenir rapidement en cas d'urgence, est une farce. Le gouvernement a répondu aux besoins socio-économiques du pays par une suite de révisions, de nominations de commissions d'étude et de groupes de travail. Le gouvernement n'a absolument rien fait pour résoudre les grands problèmes auxquels le pays doit faire face et qui causent tant de désarroi et d'aliénation.

Nous sommes saisis de l'article 75c pour une seule et unique raison. Le gouvernement actuel méprise le Parlement et il va utiliser sa majorité pour faire taire l'opposition au nom de l'efficacité. Le premier ministre disait l'an dernier dans cette Chambre: «Nous sommes les maîtres de la Chambre.» Cette déclaration se concrétise maintenant sous forme d'une modification au Règlement. Le premier

[M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles).]

ministre n'a jamais réussi à cacher son dédain et son mépris pour le Parlement. Il n'est jamais parvenu à décider s'il se voulait une réincarnation de Jeanne d'Arc ou de Louis XIV. «L'État, c'est moi», voilà ce qu'est devenue l'attitude du premier ministre à l'égard du Parlement. Il a manifesté son mépris pour le Parlement tout d'abord en bloquant le rapport du comité sur les transports, puis en tentant, par l'intermédiaire du président du Conseil privé qui a présenté la motion, d'empêcher l'étude du rapport du comité dont nous sommes maintenant saisis. Il cherche finalement à limiter le débat sur toute mesure à un minimum de quatre jours et, dans le cas d'un bill renvoyé à un comité permanent, à trois jours seulement à la Chambre.

Dans son allocution à la Chambre, le président du Conseil privé nous a rappelé que cela ne se fera qu'après consultation. J'ai ri, et il m'a rabroué. Je m'excuse d'avoir ri de cette façon, mais je dirai que ce rire était presque inévitable. Les consultations avec le président du Conseil privé (M. Macdonald) ne sont pas chose facile de toute façon, car il a la finesse diplomatique d'un marteau-pilon. Imaginez des négociations avec le président du Conseil privé, qui tient d'une main une hache de boucher et de l'autre l'article 75c du Règlement? Ce serait comme jouer au poker contre un individu qui tient un fusil chargé braqué sur vous.

• (4.10 p.m.)

L'hon. M. Hees: Qui est aussi muni d'un jeu chargé.

Une voix: Et qui tient une branche d'olivier de l'autre main.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Ce mépris du Parlement et de la tradition parlementaire est une chose dont souffre le parti libéral chaque fois qu'il arrive au pouvoir avec une grande majorité. Il est vrai que le pouvoir corrompt parfois, et que le pouvoir absolu corrompt absolument. Bon nombre d'entre nous nous rappelons la déclaration faite en 1956 par le très honorable C. D. Howe, qui fut un grand Canadien. Peu d'hommes ont fait plus pour l'effort de guerre du Canada que M. Howe. Mais de longues années au pouvoir l'ont mené au point où, en 1956, il a pu dire: «Qui va nous arrêter?» et «Qu'est-ce qu'un million de dollars?» Dans le cas du bill du pipe-line, on a forcé la main du Parlement par la clôture avant même que les députés puissent ouvrir la bouche; et on l'a appliquée à chaque article du bill. Mais les comptes ont été réglés plus tard. Les Cana-